

Sanford, Jonathan E. *U.S. Foreign Policy and Multilateral Development Banks*. Boulder (Col.) Westview Press, Coll. « Westview Special Studies in International Relations », 1982, 293 p.

Samir Saul

Volume 14, numéro 4, 1983

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701609ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701609ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Saul, S. (1983). Compte rendu de [Sanford, Jonathan E. *U.S. Foreign Policy and Multilateral Development Banks*. Boulder (Col.) Westview Press, Coll. « Westview Special Studies in International Relations », 1982, 293 p.] *Études internationales*, 14(4), 872–873. <https://doi.org/10.7202/701609ar>

Au total, ce livre, contrairement à son titre, est plus intéressant pour le passé immédiat que pour la décennie à venir.

Denise ARTAUD

CNRS, Paris

SANFORD, Jonathan E. *U.S. Foreign Policy and Multilateral Development Banks*. Boulder (Col.) Westview Press, Coll. « Westview Special Studies in International Relations », 1982, 293 pages.

Voici une monographie sans prétention, dont le sujet est bien circonscrit et présenté avec concision et clarté. L'exhaustivité n'en souffre pas, car l'étude, très fournie, s'appuie sur une solide documentation officielle. L'auteur a pu la puiser à bonne source puisqu'il est analyste en matière de politique économique internationale au Service de recherche du Congrès. C'est donc avec une sûreté manifeste qu'il chemine vers son but. Documents du Congrès, rapports de l'Administration et une centaine d'interviews avec des responsables américains des banques multilatérales de développement lui fournissent l'essentiel de sa matière.

Il s'agit de préciser les objectifs des autorités américaines dans le domaine, leurs options, l'origine des banques multilatérales et l'histoire de la participation des États-Unis dans ces organismes, le rôle de l'Administration et du Congrès dans l'élaboration de la politique américaine, les rapports entre instance exécutive et instance législative, et l'appréciation globale de l'influence des États-Unis. L'auteur accorde autant d'importance à l'analyse des fins que poursuit le gouvernement américain qu'au processus de formulation de sa politique dans les rouages de l'État.

L'étude part de la constatation que c'est dans un cadre bilatéral que les États-Unis octroyaient autrefois leur assistance aux pays en voie de développement. Le développement s'étant avéré plus difficile et les retombées politiques moins intéressantes que prévu, les banques multilatérales ont été jugées plus ap-

tes à favoriser les objectifs américains dans les PVD.

Les recherches de l'auteur l'ont amené à remettre en cause certaines idées reçues. Par exemple, il fait observer que les banques multilatérales ne sont pas des institutions étrangères à la politique. Un programme qui consent des prêts annuels de l'ordre de 15 milliards de dollars ressortit éminemment à la politique. Par ailleurs, les États-Unis ne cherchent pas uniquement à promouvoir le développement. Ces banques constituent un moyen d'inciter les PVD à suivre des méthodes économiques de type occidental. Sur un autre plan, le Département d'État joue un rôle de première importance, même si l'initiative américaine en ce qui a trait aux banques multilatérales revient au Département du Trésor. Quant au Congrès, il n'a pas été une force d'obstruction, malgré les pressions qu'il a subies. Enfin, l'auteur souligne que les États-Unis parviennent à exercer plus d'influence quand ils cherchent à s'adjoindre une majorité des membres des conseils d'administration des banques plutôt que lorsqu'ils essaient d'effectuer une mainmise directe.

Ces conclusions sont explicitées dans chacun des chapitres de l'ouvrage. Lors de la conférence de Bretton-Woods, les participants établissent le Fonds monétaire international afin de remédier au désordre et à la fragmentation des politiques monétaires de l'entre-deux-guerres. Ils mettent sur pied la Banque mondiale dans l'espoir de stabiliser le système financier international et fournir les ressources aux pays incapables de les trouver sur les marchés des capitaux. Dans les deux cas, les États-Unis visent à contribuer à l'avènement d'un monde exempt de barrières nationales contre les mouvements de marchandises et de capitaux. Le gouvernement américain n'entre dans les banques régionales inter-américaine, asiatique et africaine qu'avec réticence et seulement dans un but politique précis touchant la région. (p. 48) En ce qui concerne l'assistance bilatérale, les États-Unis y voient volontiers un instrument politique, contrairement aux banques multilatérales qui seraient orientées vers le développement. (p. 20)

À ce propos, on ne saurait admettre une distinction aussi tranchée entre le développement et la politique. La question est de savoir quel type de développement on préconise. Tout au long de l'ouvrage l'auteur montre que les critères des banques multilatérales sont conformes aux règles des économies de marché occidentales. Elles ne prêtent que si elles estiment le taux de rendement suffisant, la cote de crédit et les indicateurs économiques de l'emprunteur acceptables, l'emploi des fonds conforme à ses priorités. En outre, elles se réservent d'exiger des changements de politique des pays emprunteurs.

C'est bien l'extension de l'économie marchande et l'intégration des PVD dans ce système qu'on entend favoriser. Dans les conditions actuelles, les États-Unis en sont les premiers bénéficiaires, et l'auteur souligne avec justesse la compatibilité entre les normes des banques multilatérales et les intérêts américains. (p. 17 entre autres). Il conclut que les États-Unis n'ont pas besoin de dominer des institutions qui, de surcroît, évitent aux pays créanciers l'obligation de porter la responsabilité directe de décisions difficiles pour les pays débiteurs. (p. 26). L'expérience démontre que les États-Unis éveillent des soupçons et s'exposent à des échecs lorsqu'ils tentent d'imposer des choix unilatéraux pour « récompenser leurs amis et punir leurs ennemis ».

À la vérité, il serait plus exact de substituer au terme « développement » la notion des intérêts à long terme des États-Unis, et à celui de « politique » leurs intérêts à court terme. On ramènerait ainsi à leur véritable dimension les conflits entre agences, entre le Département d'État et le Département du Trésor, et entre l'Administration et le Congrès.

Les États-Unis ont mis l'accent depuis quelques années sur les programmes répondant aux « besoins fondamentaux » (l'alimentation, la santé), sur les projets concernant l'industrie légère de petite échelle basés sur une technologie conforme à l'abondance de la main-d'oeuvre, et sur la décentralisation. Est-ce seulement pour parer au plus pressé qu'ils se sont détournés des programmes capitalistiques d'industrialisation et de construction

d'infrastructures? Cette évolution aurait mérité une explication.

Enfin il reste à éclaircir l'attitude des banques commerciales et des milieux d'affaires américains à l'égard des banques multilatérales. Quel est leur rôle dans les choix que font les responsables américains et quel est leur appréciation générale des résultats des programmes?

Samir SAUL

*Département d'histoire  
Université de Montréal*